



BRÈVES ÉCONOMIQUES

DU MAROC

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE RABAT

N° 34 – du 1^{er} au 13 janvier 2023

En bref

- Le HCP prévoit une croissance de 3,3 % en 2023 ; la Banque mondiale de 3,5 %
- Le Fonds Mohammed VI pour l'Investissement a tenu son premier conseil d'administration
- Les investissements dans le secteur touristique ont dépassé leur niveau pré-pandémie
- Le Maroc met en place de nouvelles normes antipollution pour les véhicules
- L'entreprise belge John Cockerill annonce la création d'une gigafactory d'électrolyseurs au Maroc
- La réalisation du plan Rail Maroc nécessiterait 400 Md MAD de financement
- Hydrogène vert : le PCNS publie une note sur les perspectives du marché mondial
- Les exportations marocaines de produits alimentaires et maritimes dépassent 80 Md MAD en 2022

LE CHIFFRE À RETENIR

21 Md MAD

Afin de faire face aux tombées de dette en décembre, le Trésor a mobilisé le reliquat de 2,1 Md USD de la *Ligne de précaution et de liquidité* du FMI qui était jusque-là comptabilisé dans les réserves de change du pays. Toutefois selon le dernier décompte de la banque centrale, qui semble intégrer cette mobilisation, le montant des réserves de change était toujours de 341,7 Md MAD en décembre 2022, soit environ 33 Md USD et 5 mois d'importations.

Macroéconomie, commerce, finances

- **Le HCP prévoit une croissance de 3,3 % en 2023**

Le Haut-commissariat au plan a publié le 13 janvier sa note relative au [budget économique prévisionnel 2023](#) dévoilant ses nouvelles estimations de croissance en 2022 ainsi que ses dernières prévisions pour 2023. Après s'être élevée à 1,3 % en 2022, la croissance économique devrait connaître une accélération à 3,3 % en 2023. La valeur ajoutée du secteur agricole devrait notamment s'inscrire en hausse de 9 %, après une année de sécheresse inédite et grâce aux dernières pluies du mois de décembre qui devraient bénéficier aux cultures et au cheptel. La croissance non agricole devrait quant à elle s'élever à 2,7 %.

- **La Banque mondiale anticipe un rebond de 3,5% de l'activité économique au Maroc**

Les dernières projections de la Banque mondiale sont légèrement plus optimistes. Selon l'institution de Bretton Woods, le Maroc devrait connaître une accélération de la croissance de 3,5 % en 2023, après 1,2 % en 2022. Le rebond de l'activité devrait notamment être tiré par le secteur agricole, après la sécheresse survenue l'année précédente. La Banque mondiale relève également que les dépenses publiques devraient permettre de compenser en partie la faiblesse de la consommation des ménages due à l'inflation élevée.

- **Le Fonds Mohammed VI pour l'Investissement a tenu son premier conseil d'administration**

Le Fonds Mohammed VI pour l'Investissement a tenu le 29 décembre à Rabat son premier Conseil d'administration sous la présidence de la ministre de l'Économie et des finances, Nadia Fettah. Désormais doté d'une instance de gouvernance avec à sa tête l'ancien ministre Mohamed Benchâaboun, le fonds ambitionne de lever 45 Md MAD de fonds propres dont un tiers apporté par le Budget de l'Etat, et les deux tiers restants par des institutionnels ou des investisseurs privés. Selon M. Benchâaboun, il est prévu que le fonds intervienne essentiellement à travers plusieurs « sous-fonds spécialisés », gérés par des sociétés de gestion mandatées « en vertu d'un cahier des charges spécifique ». Le ministère a également indiqué dans un communiqué la création d'un comité d'audit et d'un comité de stratégie et d'investissement et ce, en application des dispositions de l'article 8 de la loi n°76-20 portant création du Fonds.

- **Les investissements dans le secteur touristique ont dépassé leur niveau pré pandémie**

Selon la Société marocaine d'ingénierie touristique (SMIT), le volume des investissements locaux et en provenance de l'étranger dans le secteur touristique a atteint 8,5 Md MAD en 2022, contre 3 Md MAD en 2021. Favorisée par la réouverture des frontières en février dernier et la reprise du secteur, la dynamique d'investissement a ainsi dépassé son niveau pré-crise en 2019 où ils avaient atteint 7 Md MAD. Les investissements étrangers se sont inscrits en forte hausse, faisant du Maroc le quatrième pays de la région MENA ayant attiré le plus d'IDE dans le secteur du tourisme entre 2017 et 2021, derrière les Emirats arabes unis, l'Arabie saoudite et l'Égypte.

Industries, services, agriculture

- Le Maroc met en place de nouvelles normes antipollution pour les véhicules

Le 26 décembre 2022, le ministère du Transport et de la logistique et le département de la Transition énergétique et du développement durable ont signé la décision commune de mise en œuvre de nouvelles normes concernant l'interdiction d'importer et de commercialiser des véhicules polluants à partir du 1^{er} janvier 2023. La nouvelle réglementation ne sera appliquée aux poids lourds qu'après 24 mois pour les nouvelles homologations et 36 mois pour l'enregistrement. Cette réglementation s'inscrit dans le cadre de l'article 24 du décret 2.10.421 du 29 septembre 2021, disposant que « les véhicules à moteur ne doivent pas émettre de gaz toxiques, corrosifs ou odorants, dans des conditions susceptibles d'incommoder la population, de compromettre la santé et la sécurité publiques ou de porter préjudice à l'environnement ».

- L'entreprise belge John Cockerill annonce la création d'une gigafactory d'électrolyseurs au Maroc

L'entreprise belge John Cockerill, groupe international d'ingénierie et leader mondial des électrolyseurs alcalins, a annoncé le 6 janvier 2023 dans un communiqué la signature d'un accord stratégique avec une entreprise marocaine pour développer la filière hydrogène au Maroc. Le groupe a déclaré avoir créé une co-entreprise pour la création d'une gigafactory afin de produire à grande échelle des électrolyseurs

destinés à une filière de production d'hydrogène vert intégrée dans le Royaume.

- La réalisation du plan Rail Maroc nécessiterait 400 Md MAD de financement

Lors d'une intervention au Parlement lundi 2 janvier, le ministre des Transports et de la logistique, Mohammed Abdeljalil, a annoncé que la mise en œuvre du plan Rail Maroc (à horizon 2040) nécessitait des solutions de financement à hauteur de 400 Md MAD, dont l'essentiel devrait provenir de partenariats public-privé et impliquer les collectivités territoriales. Mis en œuvre par l'Office national des chemins de fer (ONCF), le plan Rail Maroc intervient dans le cadre de la poursuite du développement du réseau ferré. Le ministre a également indiqué que la réalisation du programme permettrait de desservir et de relier 43 villes au lieu de 23 actuellement, avec la création de 10 centres régionaux de correspondance.

- Hydrogène vert : le PCNS publie une note sur les perspectives du marché mondial

Le Policy center for the new south (PCNS), think tank basé à Rabat, a publié le 6 janvier [une note portant sur les développements du marché de l'hydrogène vert](#). La note souligne notamment que le Maroc dispose « d'avantages compétitifs pour approvisionner l'Europe en hydrogène vert et dérivés », notant toutefois que « le développement de cette filière remet sur la table les questions stratégiques du développement du marché local par rapport au marché à l'export, la viabilité industrielle à travers l'intégration locale, le développement des infrastructures et l'optimisation des coûts logistiques, le cadre institutionnel et réglementaire approprié ainsi que la place réservée à la recherche et développement pour accompagner les développements technologiques ». Au niveau

continental, le PCNS indique qu'en dépit de l'engouement manifesté de la part de plusieurs investisseurs pour le continent africain, l'évolution de la technologie de l'électrolyse à court et moyen termes déterminera le programme d'investissement et le modèle d'affaires le plus viable à adopter pour les États africains.

- **Les exportations marocaines de produits alimentaires et maritimes dépassent 80 Md MAD en 2022**

Selon le ministère de l'Agriculture, de la pêche maritime, du développement rural et des eaux et forêts, les exportations agricoles et du secteur maritime en 2022 ont dépassé pour la première fois le seuil des 80 Md MAD, soit une hausse de près de 20% par rapport à 2021. Il s'agit du troisième secteur d'exportation du pays, derrière l'industrie automobile et les phosphates.



Indicateurs macroéconomiques – prévisions 2022

| | Taux de croissance du PIB réel | Taux d'inflation | Taux de chômage | Déficit Courant | Déficit budgétaire | Dettes du Trésor |
|----------------------------------|--------------------------------|------------------|-----------------|-----------------|--------------------|-----------------------|
| Banque Mondiale (7/22) | 1,1% | 5,3% | - | 5,2% | 6,4% | 72,1% (PIB base 2014) |
| FMI (11/22) | 1,25% | 6,2% | 11,1% | 4,3% | 5,3% | 69,8% (PIB base 2007) |
| Bank Al Maghrib (12/22) | 1,1% | 6,6% | - | 3,3% | 5,3% | |
| Haut-Commissariat au Plan (1/23) | 1,3% | 6,7% | 11,6 % | 4,9 % | 3,9% | 69,6% (PIB base 2014) |

Indicateurs conjoncturels

| | | 1 ^{er} trimestre 2022 | 2 ^e trimestre 2022 | 3 ^e trimestre 2022 | 4 ^e trimestre 2022 |
|--|---------------------------------|--------------------------------|-------------------------------|-------------------------------|-------------------------------|
| PIB, inflation, marché du travail (HCP) | Taux de croissance du PIB (g.a) | +0,3 % | +0,9 % | +1,8 % | +1,4 % |
| | Valeur ajoutée agricole (g.a) | -14,3 % | -16,1 % | -15,2 % | -15,9 % |
| | Taux d'inflation (g.a) | 4 % | 6,3 % | 7,8 % | n.c |
| | Taux de chômage | 12,1 % | 11,1 % | n.c | n.c |
| Compte extérieur (Office des changes) | Transferts MRE (Md MAD) | 22,9 | 24,1 | 33,8 | n/a |
| | Recettes voyages (Md MAD) | 9,7 | 17,6 | 34,9 | n/a |
| | Importations (Md MAD) | 165,5 | 199,5 | 187,3 | n/a |
| | Exportations (Md MAD) | 100 | 115,1 | 102,8 | n/a |
| | Balance commerciale (Md MAD) | - 65,5 | - 84,4 | -84,5 | n/a |

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Cécile Humbert-Bouvier
Rédacteurs : Léo Mineur, Jasmine Jourdain

CLAUSE DE NON-RESPONSABILITÉ : Le service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication. Cette revue vous est diffusée à des fins d'information seulement. Les opinions exprimées sont celles des médias et journalistes marocains et ne reflètent pas la position de l'Ambassade de France.